

canadien, nous sommes condamnés à une contraction continuelle de notre économie et à une plus grande dévalorisation du dollar canadien.

Je ne connais pas les conseillers du ministre et je tremble à la pensée de soupçonner juste pour certains, mais je recommanderais au ministre de consulter certains des esprits les plus brillants et les plus avancés en économique au pays quant au taux de change fixe et à la sortie de capitaux du Canada, car le Canada n'est plus une région qui attire les investissements. Comme je l'ai supplié tant de fois, je le supplie de nouveau de ne pas se fier à ces mesures fiscales inefficaces pour contrôler les prix, mais plutôt d'établir un véritable bureau de revision des prix pour rendre publique la majeure partie de l'échelle des prix et dans le domaine des prix régis, d'avoir le courage de collaborer avec les provinces et d'implanter le contrôle des prix; de négocier avec le Fonds monétaire international pour nous permettre de sortir de l'état du taux de change fixe et de retourner au taux mobile; d'imposer des restrictions sur le change pour contrôler la sortie de capitaux du pays, qui prend à l'heure actuelle des proportions d'hémorragie.

Si le ministre agit de la sorte, il se ménagera les moyens d'accroître l'économie canadienne, de réduire le chômage, d'augmenter la production et d'assurer la stabilité du dollar canadien sur la base solide de la capacité productive du pays, qui possède probablement plus de richesses naturelles par habitant que tout autre pays. Le Canada pourra se développer, mais il en sera incapable si nous adoptons les politiques proposées par le ministre cet après-midi.

J'ai trouvé très intéressante sa déclaration d'aujourd'hui:

... de son côté, le gouvernement canadien est d'avis que ces décisions des États-Unis doivent, réciproquement, être accompagnées d'autres gestes d'aide du côté canadien.

Je souhaite que le Canada vienne en aide à ses amis, mais j'espère que personne ne se fait d'illusions sur la manière dont nous les aidons ni sur les difficultés que nous avons à le faire en vertu des mesures proposées aujourd'hui par le ministre. Il est évident que grâce à ces mesures, nous les aidons à surmonter leurs difficultés internes, dues à la guerre désastreuse qui sévit dans le sud-est de l'Asie. C'est indubitable.

Je voudrais également que le ministre nous fasse connaître comment il se propose de mettre en pratique sa déclaration de cet

après-midi, à savoir que le gouvernement canadien a l'intention:

de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Canada, par suite de son exemption du programme américain, ne serve pas de truchement pour compromettre le programme américain visant la balance des paiements.

Le ministre m'a dit qu'il peut y réussir par bien des moyens, à l'exception du contrôle des devises étrangères, et que certains seraient très fructueux. Ce n'est pas ce que j'entends dire dans les milieux bancaires. Les banques déclarent qu'elles font le pied de nez au ministre des Finances et qu'elles continueront de le faire. Les exhortations n'amèneront pas les hommes d'affaires avisés à renoncer à de belles opérations.

D'autre part, nous allons aider les États-Unis d'une façon assez curieuse. Nous allons investir tous nos avoirs en dollars américains, exception faite des soldes de roulement nécessaires, dans des valeurs du gouvernement américain qui ne constituent pas des créances liquides à l'égard des États-Unis. Qu'est-ce que cela signifie? Cela veut dire que nous allons aider les Américains dans leur programme d'équilibre de la balance des paiements en leur retournant les dollars américains que nous gagnons par nos exportations ou par diverses opérations, et en les plaçant dans des valeurs du gouvernement américain qui ne constituent pas des créances liquides à l'égard des États-Unis, qui se trouveront neutralisées et qui demeureront non négociables pour une période dont la durée n'a pas été dévoilée.

En retour, les États-Unis, de même que les banques centrales de l'Allemagne et de l'Italie, nous fourniront 900 millions de dollars américains à titre de crédit de réserve. Je suppose que, lorsque notre transfert de fonds en valeurs du gouvernement américain aura atteint un chiffre suffisamment élevé, nous tirerons sur ces 900 millions, manège qui se continuera indéfiniment parce que le gouvernement actuel ne prendra pas les mesures fiscales qui nous permettraient de nous sortir de cette impasse.

Je tiens à dire dès maintenant qu'il est grand temps, dans l'intérêt de notre propre sécurité en tant qu'entité nationale, que nous commencions à nous dégager des États-Unis dans autant de secteurs que nous le pouvons. Nous devrions établir des relations avec d'autres pays, et non pas faire comme le ministre qui s'est précipité, l'autre jour, à Washington, pour nous lier encore davantage à l'économie américaine qui, aujourd'hui, doit porter le très lourd fardeau d'une guerre dans le Sud-Est asiatique.